

Contrat et obligations en construction

Description de la formation

Cette formation vise à sensibiliser les participants à l'importance du Code civil du Québec sur notre conduite, tant au moment de la naissance d'une obligation qu'à celle de son exécution ou de son extinction plus spécifiquement dans le cadre d'un contrat d'entreprise ou de services professionnels. À l'aide d'exercices et d'études de cas principalement basées sur des décisions de la Cour supérieure et des arrêts de la Cour d'appel du Québec, démontrer l'importance de respecter les obligations légales implicites (renseignement, transparence, conformité à l'appel d'offres, équité, bonne foi et de collaboration) dans ses relations contractuelles.

Objectifs pédagogiques

1. Comprendre l'impact des obligations légales implicites sur ses relations contractuelles;
2. Minimiser les comportements incohérents et improductifs pouvant aggraver ses dommages et affecter la crédibilité de son entreprise lors d'un recours en justice;
3. Connaître les droits et obligations du donneur d'ouvrages, de l'entrepreneur et du prestataire de services relativement à la naissance, à l'exécution et exécution d'un contrat d'entreprise ou de fourniture de services professionnels;
4. Se familiariser avec la jurisprudence et les décisions des tribunaux sur l'application du Code civil du Québec;
5. Distinguer la différence entre une règle rédigée par principe ou par énumération.

Contenu

Le contrat «A» (de soumission) et le Contrat «B» (d'exécution)

Les obligations légales implicites du Code civil du Québec

- Information, transparence, conformité à l'appel d'offres, équité, bonne foi et collaboration;

L'intensité des devoirs contractuels

- Les Obligations de garantie, de moyens et de résultats
- Les dispositions particulières aux ouvrages (Articles 2118 C.c.Q. et suivants)

Le contrat d'adhésion (Art. 1379 C.c.Q.)

- Les mécanismes de protection

La rédaction

- Les compétences en la matière (Articles 3139 & 3148 C.c.Q.)
- Rédiger par principe ou tout décrire ?

Quelques articles du Code civil du Québec

- Le contrat d'entreprise (2098 C.c.Q.)
- La force majeure (Art. 1470 C.c.Q.)
- La résiliation unilatérale (Art. 2125 et 2129 C.c.Q.)
- Les cas d'exonération de responsabilité
- L'obligation de mitiger ses dommages (Art. 1479 C.c.Q.)
- Les règles de l'art (Art. 2100 C.c.Q.)
- La résiliation du contrat (Art. 2126 et 2129 C.c.Q.)

Méthodologie

- Exposé
- Travail individuel
- Étude de cas

Clientèle visée

Contrat et obligations en construction

Toute personne (donneur d'ouvrage, entrepreneur ou prestataire de services) qui désire améliorer son attitude envers les autres dans ses obligations contractuelles.

Formateur(s)

Pierre Bleau

Pierre, durant sa carrière, a accumulé plus de 20 ans d'expérience dans la gestion d'actifs municipaux (entretien d'un parc immobilier, planification et coordination des programmes de réfection routière et de ponts & tunnels) et il a réalisé de grands projets urbains avant de prendre sa retraite de la Ville. En parallèle, il enseigne depuis 1995 au département de génie de la construction de l'École de technologie supérieure et il est formateur dans le domaine des appels d'offres et des contrats au sein d'ÉTS formation depuis plus de 10 ans.

Durée

2 jour(s)

Coût par participant en formation publique

877 \$

Prochaines dates en formation publique

16 et 17 septembre 2019 (Montréal)

12 et 13 novembre 2019 (Québec)

28 et 29 janvier 2020 (Montréal)

ÉTS FORMATION est le leader universitaire en formation continue avec plus de 7 000 participants formés annuellement et une offre de plus de 300 différentes formations. Nos formations sont pratiques et pragmatiques et affichent un taux de satisfaction supérieur à 90 %. Consultez notre programmation complète au <http://www.etsformation.ca/>